

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DE L'INTERIEUR ET MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1719

[C - 99/00487]

13 MAI 1999

### Loi relative aux sanctions administratives dans les communes (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.  
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :  
CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Cette loi règle une matière telle que visée à l'article 78 de la Constitution.

#### CHAPITRE II. — *Modifications de la nouvelle loi communale*

**Art. 2.** A l'article 119 de la nouvelle loi communale, les alinéas 4 et 7 sont abrogés.

**Art. 3.** Un article 119*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 119*bis*. § 1<sup>er</sup>. Le conseil peut prévoir des peines contre les infractions à ses règlements et ordonnances, à moins qu'une loi, décret ou ordonnance n'en ait fixé. Ces peines ne pourront excéder les peines de police.

Les amendes pénales plus fortes que celles autorisées par la présente loi, qui sont portées par les règlements et ordonnances actuellement en vigueur, sont réduites de plein droit au maximum des amendes de police.

§ 2. Le conseil peut aussi prévoir les sanctions administratives suivantes contre les infractions à ses règlements et ordonnances, à moins qu'une loi, décret ou ordonnance n'ait prévu une sanction pénale ou administrative :

- 1° l'amende administrative s'élevant au maximum à 10 000 francs;
- 2° la suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- 3° le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- 4° la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire désigné à cette fin par la commune, ci-après dénommé « le fonctionnaire ». Ce fonctionnaire ne peut être le même que celui qui, en application du § 6, constate les infractions.

La suspension, le retrait et la fermeture visés ci-dessus sont imposés par le collège des bourgmestre et échevins.

§ 3. Le conseil ne peut prévoir simultanément une sanction pénale et une sanction administrative pour les mêmes infractions à ses règlements et ordonnances, mais ne peut prévoir qu'une des deux.

§ 4. Les sanctions prévues au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° à 4°, ne peuvent être imposées qu'après que le contrevenant ait reçu un avertissement préalable. Cet avertissement comprend un extrait du règlement ou de l'ordonnance transgressé.

§ 5. La sanction administrative est proportionnée à la gravité des faits qui la motivent, et en fonction de l'éventuelle récidive.

La constatation de plusieurs contraventions concomitantes aux mêmes règlement ou ordonnance donnera lieu à une sanction administrative unique, proportionnelle à la gravité de l'ensemble des faits.

§ 6. Les infractions sont constatées par procès-verbal par un fonctionnaire de police ou par un agent auxiliaire de police.

§ 7. Si les faits sont à la fois constitutifs d'une infraction pénale et d'une infraction administrative, l'original du procès-verbal est envoyé au procureur du Roi. Une copie est transmise au fonctionnaire.

Lorsque l'infraction n'est punissable que par une sanction administrative, l'original du procès-verbal est envoyé uniquement au fonctionnaire.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1719

[C - 99/00487]

13 MEI 1999

### Wet tot invoering van gemeentelijke administratieve sancties (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.  
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :  
HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de nieuwe gemeentewet*

**Art. 2.** In artikel 119 van de nieuwe gemeentewet worden het vierde en het zevende lid opgeheven.

**Art. 3.** In dezelfde wet wordt een artikel 119*bis*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 119*bis*. § 1. De raad kan straffen stellen op de overtreding van zijn reglementen en verordeningen, tenzij een wet, decreet of ordonnantie daarin heeft voorzien. Die straffen mogen de politiestraffen niet te boven gaan.

De strafrechtelijke geldboeten die door de thans geldende reglementen en verordeningen bepaald zijn en hoger zijn dan door deze wet is goorloofd, worden van rechtswege verminderd tot het maximum van de politiegeldboeten.

§ 2. De raad kan eveneens, tenzij een wet, decreet of ordonnantie reeds voorzien heeft in een strafsancie of een administratieve sancie, de volgende administratieve sancties stellen op de overtreding van zijn reglementen en verordeningen :

- 1° de administratieve geldboete met een maximum van 10 000 frank;
- 2° de administratieve schorsing van een door de gemeente afgeleverde toelating of vergunning;
- 3° de administratieve intrekking van een door de gemeente afgeleverde toelating of vergunning;
- 4° de administratieve sluiting van een instelling die tijdelijk of definitief kan zijn.

De administratieve geldboete wordt opgelegd door de ambtenaar die daartoe door de gemeente wordt aangewezen, hierna te noemen « de ambtenaar ». Die ambtenaar mag niet dezelfde zijn als degene die op grond van § 6 de strafbare feiten vaststelt.

De hierboven bedoelde schorsing, intrekking en sluiting worden opgelegd door het college van burgemeester en schepenen.

§ 3. De raad kan op dezelfde inbreuken van zijn reglementen en verordeningen niet tegelertijd in een strafsancie én een administratieve sancie voorzien, maar slechts in één van beide.

§ 4. De in paragraaf 2, eerste lid, 2° tot en met 4°, gestelde sancties kunnen eerst worden opgelegd nadat de overtreder voorafgaand een waarschuwing heeft ontvangen. Deze waarschuwing bevat een uittreksel van het overtreden reglement of de overtreden verordening.

§ 5. De administratieve sancie is proportioneel in functie van de zwaarte van de feiten die haar verantwoordt, en in functie van eventuele herhaling.

De vaststelling van meerdere samenlopende inbreuken op hetzelfde reglement of dezelfde verordening zal het voorwerp uitmaken van één enkele administratieve sancie, in verhouding tot de ernst van het geheel van de feiten.

§ 6. De overtredingen worden bij proces-verbaal vastgesteld door een politieambtenaar of door een hulpagent van politie.

§ 7. Indien de feiten zowel een strafrechtelijk als een administratiefrechtelijk delict vormen, wordt het origineel van het proces-verbaal toegestuurd aan de procureur des Konings. Een afschrift wordt overgezonden aan de ambtenaar.

Indien de overtreding enkel met een administratieve sancie strafbaar is, wordt het origineel van het proces-verbaal uitsluitend aan de ambtenaar overgezonden.

§ 8. Dans le cas visé au § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, le procureur du Roi dispose d'un délai d'un mois, à compter du jour de la réception de l'original du procès-verbal, pour informer le fonctionnaire qu'une information ou une instruction judiciaire a été ouverte ou que des poursuites en matière pénale ont été entamées. Cette communication éteint la possibilité pour le fonctionnaire d'imposer une amende administrative. Le fonctionnaire ne peut infliger l'amende administrative avant l'échéance de ce délai, sauf communication préalable par le procureur du Roi que ce dernier ne souhaite pas réserver de suite au fait. Passé ce délai, les faits ne pourront être sanctionnés que de manière administrative.

§ 9. Lorsque le fonctionnaire décide qu'il y a lieu d'entamer la procédure administrative, il communique au contrevenant, par lettre recommandée à la poste :

- 1° les faits à propos desquels la procédure a été entamée;
- 2° que le contrevenant a la possibilité d'exposer par écrit, par lettre recommandée à la poste, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de la lettre recommandée, et qu'il a à cette occasion le droit de demander au fonctionnaire la présentation orale de sa défense;
- 3° que le contrevenant a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;
- 4° que le contrevenant a le droit de consulter son dossier;
- 5° une copie en annexe du procès-verbal visé au § 6.

Le fonctionnaire détermine, le cas échéant, le jour où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense.

Si le fonctionnaire estime qu'une amende n'excédant pas les 2 500 francs doit être imposée, le contrevenant n'a pas le droit de demander la présentation orale de sa défense.

§ 10. A l'échéance du délai, stipulé au § 9, 2°, ou avant l'échéance de ce délai, lorsque le contrevenant signifie ne pas contester les faits ou, le cas échéant, après la défense orale de l'affaire par le contrevenant ou son conseil, le fonctionnaire peut imposer les amendes administratives prévues par l'ordonnance de police.

Cette décision est notifiée au contrevenant par lettre recommandée.

Le fonctionnaire ne peut imposer une amende administrative à l'échéance d'un délai de six mois, à compter du jour où le fait est commis, les éventuelles procédures de recours non comprises.

§ 11. La décision d'imposer une amende administrative a force exécutoire à l'échéance du délai d'un mois à compter du jour de sa notification, sauf en cas d'appel en vertu du § 12.

§ 12. La commune, en cas de non-imposition d'une amende administrative, ou le contrevenant peut introduire un recours par requête écrite auprès du tribunal de police dans le mois de la notification de la décision.

Le tribunal de police juge de la légalité et de la proportionnalité de l'amende imposée.

Il peut soit confirmer, soit réformer la décision du fonctionnaire.

La décision du tribunal de police n'est pas susceptible d'appel.

Sans préjudice des alinéas précédents, les dispositions du code judiciaire s'appliquent à l'appel auprès du tribunal de police.

§ 13. Le Roi règle par arrêté délibéré en conseil des ministres, la procédure de désignation par la commune du fonctionnaire qui infligera l'amende administrative, ainsi que la manière de percevoir l'amende administrative.

Les amendes administratives sont perçues au profit de la commune. ».

**Art. 4.** L'article 123 de la même loi est complété par un 12°, libellé comme suit :

« 12° l'imposition de la suspension, le retrait ou la fermeture visé à l'article 119bis, § 2 ».

§ 8. In het in § 7, eerste lid, bedoelde geval beschikt de procureur des Konings over een termijn van één maand, te rekenen van de dag van de ontvangst van het origineel van het proces-verbaal, om de ambtenaar in te lichten dat een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek werd opgestart of een strafrechtelijke vervolging werd ingesteld. Deze mededeling doet de mogelijkheid vervallen voor de ambtenaar om een administratieve geldboete op te leggen. Vóór het verstrijken van deze termijn kan de ambtenaar geen administratieve geldboete opleggen, behoudens voorafgaande mededeling door de procureur des Konings dat deze geen gevolg aan het feit wenst te geven. Na het verstrijken van deze termijn kunnen de feiten enkel nog administratiefrechtelijk worden gesanctioneerd.

§ 9. Wanneer de ambtenaar beslist dat er reden is om de administratieve procedure aan te vatten, deelt hij de overtreder door middel van een ter post aangetekend schrijven mee :

- 1° de feiten met betrekking tot dewelke de procedure is opgestart;
- 2° dat de overtreder de gelegenheid heeft, om, binnen de vijftien dagen te rekenen van de datum van kennisgeving van het aangetekend schrijven, zijn verweermiddelen uiteen te zetten bij een ter post aangetekend schrijven, en dat hij het recht heeft om bij deze gelegenheid de ambtenaar om een mondelinge verdediging van zijn zaak te verzoeken;
- 3° dat de overtreder het recht heeft om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman;
- 4° dat de overtreder het recht heeft zijn dossier te consulteren;
- 5° een afschrift van het in § 6 bedoelde proces-verbaal, gevoegd als bijlage.

De ambtenaar bepaalt in voorkomend geval de dag waarop de overtreder uitgenodigd wordt de mondelinge verdediging van zijn zaak voor te dragen.

Indien de ambtenaar van oordeel is dat er een geldboete moet worden opgelegd die niet hoger is dan 2 500 frank, heeft de overtreder niet het recht om een mondelinge verdediging van zijn zaak te verzoeken.

§ 10. Na verloop van de termijn, vermeld in § 9, 2°, of vóór het verstrijken van deze termijn, wanneer de overtreder te kennen geeft de feiten niet te betwisten of in voorkomend geval na de mondelinge verdediging van de zaak door de overtreder of zijn raadsman, kan de ambtenaar de door de politieverordening voorziene administratieve geldboete opleggen.

Deze beslissing wordt bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de overtreder.

De ambtenaar kan geen administratieve geldboete opleggen na het verstrijken van een termijn van zes maanden, te rekenen van de dag waarop het feit werd gepleegd, de mogelijke beroepsprocedures niet inbegrepen.

§ 11. De beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete heeft uitvoerbare kracht na het verstrijken van een termijn van één maand vanaf haar kennisgeving, behoudens wanneer hoger beroep wordt aangetekend overeenkomstig § 12.

§ 12. De gemeente, in het geval van beslissing tot het niet-opleggen van een administratieve geldboete, of de overtreder, kan binnen een termijn van één maand vanaf de kennisgeving bij de politierechtbank bij verzoekschrift hoger beroep instellen tegen de beslissing.

De politierechter beoordeelt de wettigheid en de proportionaliteit van de opgelegde geldboete.

Hij kan de beslissing van de ambtenaar hetzij bevestigen, hetzij hervormen.

Geen hoger beroep staat open tegen de beslissing van de politierechtbank.

Onverminderd de voorgaande leden, zijn de bepalingen van het gerechtelijk wetboek toepasselijk op het beroep bij de politierechtbank.

§ 13. De Koning regelt bij een in ministerraad overlegd besluit de procedure tot aanwijzing door de gemeente van de ambtenaar gelast met het opleggen van de administratieve geldboete, alsmede de wijze van inning van de administratieve geldboete.

De administratieve geldboeten worden geïnd ten bate van de gemeente. ».

**Art. 4.** Artikel 123 van dezelfde wet wordt aangevuld met een 12°, luidend als volgt :

« 12° het opleggen van de in artikel 119bis, § 2, bedoelde schorsing, intrekking of sluiting ».

**Art. 5.** Un article 134<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 134<sup>ter</sup>. Le bourgmestre peut, dans le cas où tout retard causerait un dommage sérieux, prononcer une fermeture provisoire d'un établissement ou la suspension temporaire d'une autorisation lorsque les conditions d'exploitation de l'établissement ou de la permission ne sont pas respectées et après que le contrevenant ait fait valoir ses moyens de défense, sauf lorsque la compétence de prendre ces mesures, en cas d'extrême urgence, a été confiée à une autre autorité par une réglementation particulière.

Ces mesures cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le collège des bourgmestre et échevins à sa plus prochaine réunion.

Aussi bien la fermeture que la suspension ne peuvent excéder un délai de trois mois. La décision du bourgmestre est levée de droit à l'échéance de ce délai. ».

**Art. 6.** Un article 134<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 134<sup>quater</sup>. Si l'ordre public autour d'un établissement accessible au public est troublé par des comportements survenant dans cet établissement, le bourgmestre peut décider de fermer cet établissement pour la durée qu'il détermine.

Ces mesures cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le collège des bourgmestre et échevins à sa plus prochaine réunion.

La fermeture ne peut excéder un délai de trois mois. La décision du bourgmestre est levée à l'échéance de ce délai. ».

**Art. 7.** L'article 135, § 2, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« 7° la prise des mesures nécessaires, y compris les ordonnances de police, afin de combattre toute forme de dérangement public. ».

#### CHAPITRE III. — *Modification du code judiciaire*

**Art. 8.** Un article 601<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la partie III, chapitre III<sup>bis</sup> du code judiciaire :

« Art. 601<sup>ter</sup>. Le tribunal de police connaît :

1° du recours contre la décision d'infliger une amende administrative par le fonctionnaire désigné à cet effet par la commune en application de l'article 119<sup>bis</sup> de la nouvelle loi communale;

2° du recours contre la décision de ne pas infliger une amende administrative par le fonctionnaire désigné à cet effet par la commune en application de l'article 119<sup>bis</sup> de la nouvelle loi communale;

3° du recours contre la décision d'infliger une amende administrative par le fonctionnaire, désigné à cet effet par le Roi, pour des faits décrits dans la loi du 21 décembre 1998 sur la sécurité lors des matchs de football. ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

**Art. 5.** In dezelfde wet wordt een artikel 134<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 134<sup>ter</sup>. Behoudens wanneer de bevoegdheid om in geval van hoogdringendheid een voorlopige sluiting van een instelling of de tijdelijke schorsing van een vergunning uit te spreken door een bijzondere regelgeving is toevertrouwd aan een andere overheid, kan de burgemeester wanneer elke verdere vertraging een ernstig nadeel zou kunnen berokkenen, die maatregelen nemen wanneer de voorwaarden van de uitbating van de instelling of van de vergunning niet worden nageleefd en nadat de overtreder de mogelijkheid werd geboden zijn verweermiddelen naar voren te brengen.

Die maatregelen vervallen dadelijk indien zij door het college van burgemeester en schepenen in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd.

Zowel de sluiting als de schorsing kunnen een termijn van drie maanden niet overschrijden. Na verloop van deze termijn wordt de beslissing van de burgemeester van rechtswege geheven. ».

**Art. 6.** In dezelfde wet wordt een artikel 134<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 134<sup>quater</sup>. Indien de openbare orde rond een voor het publiek toegankelijke inrichting wordt verstoord door gedragingen in die inrichting, kan de burgemeester besluiten deze te sluiten, voor de duur die hij bepaalt.

Die maatregelen zullen onmiddellijk ophouden uitwerking te hebben indien ze niet tijdens de eerstvolgende vergadering van het college van burgemeester en schepenen worden bevestigd.

De sluiting mag een termijn van drie maanden niet overschrijden. De beslissing van de burgemeester wordt opgeheven bij het verstrijken van die termijn. ».

**Art. 7.** Artikel 135, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« 7° het nemen van de nodige maatregelen, inclusief politieverordeningen, voor het tegengaan van alle vormen van openbare overlast. ».

#### HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het gerechtelijk wetboek*

**Art. 8.** In deel III, hoofdstuk III<sup>bis</sup> van het gerechtelijk wetboek wordt een artikel 601<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 601<sup>ter</sup>. De politierechtbank neemt kennis van :

1° het beroep tegen de beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete door de ambtenaar die daartoe door de gemeente wordt aangewezen overeenkomstig artikel 119<sup>bis</sup> van de nieuwe gemeentewet;

2° het beroep tegen de beslissing tot het niet-opleggen van een administratieve geldboete door de ambtenaar die daartoe door de gemeente wordt aangewezen overeenkomstig artikel 119<sup>bis</sup> van de nieuwe gemeentewet;

3° het beroep tegen de beslissing tot het opleggen van een administratieve sanctie door de ambtenaar, daartoe door de Koning aangewezen, voor feiten omschreven in de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden. ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

## Note

(1) *Session 1998-1999 :*

Chambre des représentants

*Documents parlementaires.* - Projet de loi, n° 2031/1. - Amendements, n°s 2031/2 et 3. - Rapport, n° 2031/4. - Texte adopté par la commission, n° 2031/5. - Amendements, n° 2031/6. - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2031/7.

*Annales parlementaires :* 1<sup>er</sup> avril 1999.

Sénat

*Documents parlementaires.* - Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1355/1. - Rapport, n° 1-1355/2. - Texte adopté par la commission, n° 1-1355/3. - Décision de ne pas amender, n° 1-1355/4.

*Annales parlementaires :* 21 et 22 avril 1999.

## Nota

(1) *Zitting 1998-1999 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Parlementaire stukken.* - Wetsontwerp, nr. 2031/1. - Amendementen, nrs. 2031/2 en 3. - Verslag, nr. 2031/4. - Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2031/5. - Amendementen, nr. 2031/6. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2031/7.

*Parlementaire Handelingen :* 1 april 1999.

Senaat

*Parlementaire stukken.* - Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1355/1. - Verslag, nr. 1-1355/2. - Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-1355/3. - Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-1355/4.

*Parlementaire Handelingen :* 21 en 22 april 1999.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES  
ET MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1720

[C — 99/11135]

**11 AVRIL 1999.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, modifiée par l'arrêté royal du 8 janvier 1993, par les lois des 30 mars 1994 et 13 avril 1995, notamment les articles 2, § 2, et 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 13 février 1991, portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, modifié par les arrêtés royaux des 20 janvier 1993, 4 juillet 1994 et 1<sup>er</sup> mars 1998, notamment les articles 2 et 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence,

Considérant la nécessité d'adapter la couverture territoriale de l'assurance frontière aux exigences de la décision de la Commission des Communautés européennes du 26 janvier 1999 relative à l'application de la directive 72/166/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs, et au contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité, laquelle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1999;

Considérant que le fait d'en retarder l'application cause un préjudice à certains automobilistes;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, est remplacé par la disposition suivante :

« Les véhicules automoteurs ayant leur stationnement habituel sur le territoire de l'Allemagne, l'Autriche, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, Monaco, la Norvège, Saint-Marin, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tchèque et la Cité du Vatican sont cependant admis à la circulation en Belgique sans être munis d'un certificat international d'assurance. »

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1720

[C — 99/11135]

**11 APRIL 1999.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 januari 1993 en de wetten van 30 maart 1994 en 13 april 1995, inzonderheid op de artikelen 2, § 2, en 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 januari 1993, 4 juli 1994 en 1 maart 1998, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak de territoriale dekking van de grensverzekering aan te passen aan de vereisten van de beschikking van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 26 januari 1999 tot toepassing van de richtlijn 72/166/EEG van de Raad inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lidstaten betreffende de verzekering tegen de wettelijke aansprakelijkheid waartoe de deelneming aan het verkeer van motorrijtuigen aanleiding kan geven en de controle op de verzekering tegen deze aansprakelijkheid, die in werking is getreden op 1 februari 1999;

Overwegende dat het uitblijven van de aanpassing nadeel berokkent aan sommige automobilisten;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 2, lid 2, van het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, wordt vervangen als volgt :

« Motorrijtuigen echter, die gewoonlijk gestald zijn op het grondgebied van Duitsland, Oostenrijk, Kroatië, Denemarken, Spanje, Finland, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, Griekenland, Hongarije, Ierland, IJsland, Italië, Liechtenstein, Luxemburg, Nederland, Portugal, Monaco, Noorwegen, San Marino, Slowakije, Slovenië, Zweden, Zwitserland, Tsjechoë en Vaticaanstad worden zonder internationaal verzekeringsbewijs tot het verkeer in België toegelaten. »